

## COMMUNIQUE DE PRESSE

SAFRAN : l'État ne doit pas vendre, il doit renationaliser (PCF)

L'État vient de vendre 2,35% de ses actions de l'entreprise Safran pour 1,24 Milliards d'euros. Ce qui ramène ses parts à 10,81% du capital. Safran est l'un des derniers fleurons de l'industrie française opérant sur le territoire national. Son carnet de commande est assuré pour les sept ans à venir. Plus d'un Airbus ou Boeing sur deux sortent des chaînes d'assemblage avec des moteurs Safran-General Electric, un hélicoptère sur deux dans le monde est motorisé par Safran, les trains d'atterrissage Safran équipent toute la gamme des avions de ligne Airbus comme Boeing. Safran assure la propulsion d'Ariane. Safran est une entreprise stratégique pour la défense nationale, elle produit entre autres les moteurs, les trains d'atterrissage, une partie de l'électronique et de l'optronique du Rafale et de l'avion cargo A400 M, ainsi que les nouveaux drones tactiques de l'armée de terre et certains systèmes de liaisons cryptées.

Le prétexte invoqué par le gouvernement pour dilapider une part aussi stratégique du patrimoine nationale est d'abonder par cette vente le « fond pour l'innovation et l'industrie dédié au financement des innovations de rupture ». Ce fond loin de contribuer à une nécessaire renaissance de l'industrie française va surtout servir à financer sans contre partie des startups dont l'objectif premier reste de se faire racheter au prix fort par les GAFAs.

Le choix du gouvernement est d'autant plus nuisible que SAFRAN est une entreprise au cœur des « innovations de rupture » si on veut remplir les objectifs du "Conseil pour la recherche aéronautique en Europe" (ACARE) qui visent à développer les technologies nécessaires d'ici 2050 pour réduire de 75% les émissions de CO<sub>2</sub>, de 90% celles de NOx et de 65% le bruit des avions de ligne.

Le PCF condamne cette vente par un gouvernement qui confond boursicotage et stratégie industrielle. Vu l'enjeu que représente Safran, il appelle au contraire le gouvernement à enclencher un processus de renationalisation de ce groupe stratégique tout en ouvrant de nouveaux pouvoirs d'interventions aux salariés.

Parti communiste français,

Paris, le 2 octobre 2018.